

BUDGET BAYROU 2026**UNE ANNÉE NOIRE POUR LES TRAVAILLEUSES
ET TRAVAILLEURS !****Socialement injuste et inacceptable et économiquement inefficace !**

Le mardi 15 juillet 2025, le premier ministre François Bayrou annonce un effort à produire pour soi-disant réduire le déficit public en 2026. Les coupes budgétaires annoncées seraient de 43,8 milliards d'euros, elles prévoient notamment un gel du barème des impôts, des prestations sociales et des retraites.

Ce n'est pas un plan d'économies, c'est un plan de casse sociale !

Dans un contexte social, où le taux de pauvreté a battu un record en 2023 en France métropolitaine où les inégalités se creusent selon le dernier rapport de l'Insee. 9,8 millions de personnes se trouvaient en 2023 en situation de pauvreté monétaire, soit 15,4 % de la population, du jamais vu depuis 30 ans. En un an, 650 000 personnes ont basculé dans la pauvreté.

Emmanuel Macron estime que ce budget présenté par son premier ministre a « la vertu du courage, de l'audace et de la lucidité »

Alors même que les dépenses de l'Elysée ont atteint en 2024 la somme astronomique de 854 millions d'euros, un montant jamais vu depuis le début de la Vème république. Au lieu de répondre aux urgences sociales, salaires bloqués, conditions de travail dégradées, explosion des besoins dans les services publics, le gouvernement choisit d'appauvrir les agents publics, les salariés du privé, les retraités, les privés d'emploi... pendant que les grandes entreprises et les ultra-riches continuent de toucher des milliards d'euros d'aides et d'allègements fiscaux.

Ce n'est pas une politique d'intérêt général, c'est un énième transfert des richesses créées par les travailleurs et travailleuses vers les plus riches !

Ce plan gouvernemental, annoncé en plein été alors que des milliers d'agents n'ont même pas les moyens de partir en vacances, est une véritable provocation. Il plonge les services publics dans la crise, il affaiblit nos missions, il appauvrit les agents et les usagers, il tourne le dos à l'avenir ! Ne nous y trompons pas : derrière leurs réformes, c'est l'ensemble de nos conquêtes sociales qui est visé, des acquis précieux, forgés dans les luttes et porteurs d'un idéal de justice et de solidarité.

Nous exigeons le retrait pur et simple du plan d'austérité de 44 milliards d'euros, qui menace directement notre modèle social, ce bien commun de toutes et tous, est dans la ligne de mire du gouvernement : nous ne laisserons pas faire.

Pas de fatalisme, rien n'est joué :

Les syndicats CGT du Comité de la Ville de Paris, s'inscrivant dans un appel de la CGT au niveau national et interprofessionnel, appellent dès à présent à préparer la riposte sociale de la rentrée.

Nous devons mettre un terme à cette politique de mépris, d'un gouvernement sanctionné à plusieurs reprises dans les urnes et totalement illégitime pour oser proposer une telle infamie ! Macron et Bayrou ces deux suppôts du capital, font le choix de l'austérité généralisée sous menace d'apocalypse économique, en instrumentalisant une escalade des conflits et des menaces militaires qui n'existent pas !

Le camp des travailleurs et travailleuses n'a plus d'autre choix : il faut assumer sans concession, la guerre de classes qu'ils nous imposent !

À Paris, ce sont les agents et les usagers qui vont payer avec 5 Milliards d'euros supplémentaires en moins pour les collectivités territoriales :

- Non remplacement d'un fonctionnaire sur trois qui part à la retraite ;
- Gel des pensions de retraite et des aides sociales ;
- Hausse de la CSG et des impôts, perte de pouvoir d'achat pour tous ;
- Suppression de 2 jours fériés, dont le 8 mai (jour de la victoire contre le nazisme) ;
- Attaque contre notre santé : déremboursements de soins, même pour les malades chroniques qui se voient aussi stigmatisés avec la remise en cause des prises en charge des malades en ALD [Cancer ; HIV ; Diabète...], ainsi que le doublement de la franchise ;
- Saignées dans les effectifs publics : moins d'écoles, moins de crèches, moins de services sociaux, moins d'hygiène, moins d'entretien... ;
- Braderie du patrimoine public, privatisations, fermeture d'agences (nouvelle offensive contre les chômeurs...) ;
- Projet d'abrogation des 35 heures/semaine de travail ;
- Gel du point d'indice, non revalorisation des salaires des agents publics ;
- Monétisation de la 5^{ème} semaine = allongement du temps de travail et réduction de nos congés.

Des ordonnances sont annoncées à l'automne pour attaquer nos droits ! Et toujours rien pour une justice fiscale !

- 73 milliards d'euros de baisses d'impôts chaque année pour les grandes entreprises ;
- 211 milliards d'aides publiques aux entreprises sans contrôles ni contreparties, qui sont détournés de la protection sociale ;
- 0 mesure pour taxer les profiteurs de crise.

Le mardi 30 septembre 2025, soyons nombreuses et nombreux pour débattre et construire de la riposte nécessaire à mener. Le Comité des Syndicats CGT de la Ville de Paris vous donne rendez-vous à 09H00 - Bourse du Travail 3 rue du Château d'eau 75010 - Salle Ambroise Croizat.

